



RÉGIONALES 2021

NOS MEMBRES SE MOBILISENT !



**OSONS ÊTRE
DIRIGEANT·E·S
AUTREMENT**

CONTACT :

Raphaël Dorgans
Responsable des relations institutionnelles
+33 06 20 50 02 23
raphael.dorgans@cj.net

LE CJD # EN CHIFFRES

+ 5700

CHEFS ET CHEFFES D'ENTREPRISE

+ 500000

SALARIÉ-E-S REPRESENTÉ-E-S

16

« REGIONS JD »*

SOMMAIRE

01 EDITO p.4
Les Régions, en première ligne du rebond économique, écologique et social !

03 JEUNESSE p.6
Construisons ensemble l'autonomie des générations futures

05 RELANCE p.12
Outillons-nous pour sauvegarder nos tissus économiques

02 A PROPOS p.5
Notre raison d'être, une économie au service des femmes et des hommes !

04 FORMATION p.9
Décloisonnons les apprentissages

06 LE MONDE D'APRES p.14
Pour une transformation durable de nos organisations



EDITO

Les Régions, en première ligne du rebond économique, écologique et social !

Les élections sont un moment naturel en démocratie pour faire entendre sa voix. L'échéance de juin 2021 est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit en plein cœur d'une crise sanitaire et économique qui vient percuter nos certitudes, notre rapport au travail et à la consommation, notre conception des biens communs et la faculté des générations futures à se projeter dans un avenir plus flou que jamais.

Au CJD, ces bouleversements nous poussent à imaginer le « monde d'après », à échapper aux fatalités apparentes et à réinventer un modèle où nos façons de produire, de consommer et de travailler se conforment à la résilience et à la solidarité.

A travers cet objectif, c'est aussi et surtout à l'urgence sociale et écologique actuelle que nous souhaitons répondre. Dans les Régions, échelons de la planification économique et environnementale, nos quelques 5700 membres sont porteurs de transformations, de la promotion d'une commande publique responsable à l'accélération de l'insertion professionnelle des jeunes, en passant par la sensibilisation et la formation aux grands enjeux de développement durable et à la promotion de l'égalité socio-professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ces transformations sont déjà à l'œuvre, mais pour qu'elles aboutissent, elles ont besoin de partenaires solides. Et parce que ce sont des collectivités de projets par excellence, les Régions doivent être nos alliées naturelles et occuper la première ligne du rebond économique, écologique et social.

Alors, à celles et ceux qui ont fait le choix de se porter candidats aux élections régionales, nous tendons notre main et proposons un partenariat coopératif et solidaire pour développer des solutions à la hauteur des enjeux de l'après-crise. Ensemble, œuvrons pour que nos territoires retrouvent une dynamique où l'idée d'un commun à construire prenne le dessus. Au CJD, nous comptons sur vous pour accompagner ce mouvement.

Par Emeric Oudin et Julien Leclercq,
Président et Vice-président du CJD France





A propos

Notre raison d'être, une économie au service des femmes et des hommes !

Créé en 1938 pour réhabiliter la fonction patronale, le CJD compte aujourd'hui 5700 chefs d'entreprise et cadres dirigeants désireux de se former au métier de dirigeant et de dirigeante responsable et de rendre leur entreprise à la fois plus humaine et plus compétitive. Toutes ces personnes qui font vivre le CJD par leur investissement au sein des 118 sections locales et des 16 régions qui composent notre mouvement sont habitées par la même croyance : celle que la performance de l'entreprise ne doit pas être considérée sous son seul aspect économique, mais doit être aussi abordée sous ses aspects sociaux, sociétaux et environnementaux.

L'engagement du CJD dans le débat public repose sur trois piliers constitutifs notre mouvement :

La représentativité tout d'abord, le CJD offrant une photographie fidèle du tissu économique français avec un réseau constitué à 49% de dirigeant·e·s de PME et à 48% de dirigeant·e·s de TPE.

La médiation ensuite, puisqu'en se gardant de défendre des intérêts catégoriels, le CJD maintient d'excellentes relations avec l'ensemble des syndicats et autres parties prenantes du paysage économique de notre pays.

L'expérimentation enfin, fondée sur la faculté qu'à notre mouvement de mobiliser un réseau pléthorique d'entrepreneurs capables d'anticiper les besoins et les aspirations des acteurs de l'économie d'aujourd'hui et de demain.



4

AXES DE TRAVAIL



15

PROPOSITIONS



JEUNESSE : CONSTRUISONS ENSEMBLE

L'AUTONOMIE DES GÉNÉRATIONS FUTURES

On ne mesure pas encore les effets de la crise sur la faculté des générations futures à se déterminer et emprunter des voies personnelles, académiques et professionnelles dans lesquelles elles s'épanouiront pleinement. Acteurs de nos territoires, nous – dirigeants et dirigeantes économiques et politiques – avons un vrai rôle à jouer pour aider la jeunesse à trouver sa place et son autonomie dans la société de demain. Des leviers ont été identifiés pour répondre à ces difficultés : la confiance en soi, l'accompagnement des jeunes, l'expérimentation de création de projets, l'interaction avec le monde du travail, l'identification des métiers et compétences ... Ces leviers n'attendent que notre investissement pour être actionnés.

#1. Instaurer une visite annuelle de structure professionnelle pour chaque classe de collège et lycée

En complément du stage de découverte de troisième, ces visites donneraient aux élèves plusieurs occasions de découvrir des métiers, des organisations et des filières auprès de dirigeants et de salariés volontaires, soit autant de moments propices à déclencher l'envie d'en savoir plus, voire à révéler des vocations. Elles permettraient surtout de décloisonner le monde professionnel vis-à-vis de celles et ceux qui ne bénéficient pas d'un accès « naturel » au monde de l'entreprise, faute de réseau professionnel familial par exemple.

#2. Mettre en place des projets collaboratifs innovants au service de l'intérêt général

Comment apprendre à penser autrement pour faire autrement ? Afin de promouvoir l'éducation à la coopération au service de l'intérêt général et du développement durable, nous proposons d'intégrer aux programmes régionaux d'action éducative des missions de formation à la prise d'initiative et à la co-construction de projets innovants, par le biais d'alliances innovantes associant acteurs économiques, structures d'intérêt général et acteurs publics. Pour quelle concrétisation ? Des projets d'intérêt général menés par des groupes de collégiens et lycéens accompagnés de mentors issus du monde économique ou associatif.

#3. Créer des modules de formation à destination des conseillers d'orientation de l'Éducation Nationale...

... Avec pour objectif d'améliorer leurs connaissances du monde économique et leur permettre de relayer l'information sur les métiers porteurs et les formations qui y mènent. Au CJD, nous avons l'expérience de ce genre de partenariat, puisque nous intervenons depuis 2018 à Poitiers au sein de l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF), école qui forme les futurs chefs d'établissement et inspecteurs d'académie.

#4. Lutter contre le décrochage et pour l'emploi des jeunes...

... Via la création de plateformes régionales pour faciliter l'accès des expériences transitoires vers l'emploi (stages, volontariats, projets). A ce niveau, la Région doit prendre sa part pour que chaque décrochage scolaire soit suivi d'une offre de stage, de formation ou d'emploi. Le CJD bénéficie de ressources vives pour s'investir dans ces plateformes, notamment pour valoriser les compétences des jeunes déscolarisés.

#5. Rendre gratuits les transports en commun régionaux pour les jeunes de moins de 26 ans

Aucun obstacle matériel ne devrait entraver la volonté des jeunes de s'investir dans un projet professionnel. Mais trop souvent, la précarité les rattrape à tel point que le trajet vers le lieu de travail représente un coût qu'ils peuvent difficilement supporter. Alors, pour faciliter leurs conditions d'accès à l'autonomie, nous soutenons la gratuité des transports pour les moins de 26 ans.



Focus sur... Jean-Baptiste Auer, Jeune Dirigeant (JD) de Strasbourg

Avec la Commission Jeunesse du CJD Strasbourg, Jean-Baptiste pilote des actions de partenariat auprès des collèges et lycées de son territoire. Le principe : accompagner les élèves dans la construction de leur projet professionnel via des programmes de parrainage incluant conseils pour l'insertion professionnelle, incursion concrète dans le monde d'une entreprise (métiers, infrastructures, fournisseurs, clients...), visites d'entreprises et travaux de présentation orale. L'enjeu selon Jean-Baptiste : « accompagner les jeunes à découvrir leurs talents et devenir entrepreneurs de leur vie ! ».



FORMATION : DECLOISONNONS LES APPRENTISSAGES

Les bouleversements actuels nous placent à la croisée des chemins : quand une bonne partie des entreprises vont chercher à régénérer leurs équipes et insuffler une dynamique nouvelle dans leurs organisations, d'autres vont devoir composer avec une réalité économique qui pourrait les pousser à la réorientation de leurs affaires voire à la reconversion professionnelle. Au CJD, nous appréhendons cette conjoncture avec enthousiasme et souhaitons qu'elle soit porteuse d'innovations entrepreneuriales, sociales et environnementales, en lien avec les aspirations de nos adhérents et des nouvelles générations. Face aux besoins convergents des jeunes d'être employés et de trouver un sens à leur vie professionnelle d'une part, et des entreprises de rebondir dans l'après-crise et de s'adapter aux nouveaux besoins dans les secteurs d'avenir d'autre part, certaines pistes pourraient être explorées en partenariat avec les prochains Conseils régionaux...

#6. Simplifier et sécuriser les contrats d'apprentissage

Dans un contexte délicat pour les entreprises et leurs ressources humaines et financières, l'investissement auquel elles consentent pour la formation professionnelle des nouvelles générations ne devrait souffrir d'aucun obstacle. Nous sommes donc favorables à une série de mesures susceptibles de fluidifier les processus de formation professionnelle : réduction des délais de traitement administratif, sanctuarisation d'une véritable période d'essai (deux mois en entreprise et non deux mois à compter de la signature), possibilité pour les apprentis d'avoir deux employeurs (l'entreprise limite les coûts et l'apprenti à une vision entrepreneuriale élargie).

#7. Associer les entreprises à l'élaboration de la carte régionale des formations

Qui mieux que les entreprises locales pour connaître les dynamiques économiques du territoire et évaluer les besoins humains dont elles ont besoin ? Pour mieux adapter l'offre de formation à la demande des acteurs économiques locaux, nous sommes favorables à ce que les Conseils régionaux associent le plus en amont possible les branches professionnelles et les organisations patronales pour une co-élaboration de la carte régionale des formations professionnelles. Ce partenariat étroit permettrait de mieux prendre en compte les besoins des entreprises en fonction des paramètres territoriaux et des adaptations économiques, sociales et environnementales.

Dans cette même logique de co-construction de l'offre de formation professionnelle, nous soutenons également l'idée d'une flexibilisation des capacités de financement des CFA. L'objectif : donner aux entreprises la possibilité d'investir dans les CFA et de financer intégralement des formations qui correspondent à leurs besoins, ce qui permettrait de déconnecter l'autorisation d'ouverture de formations d'un CFA de l'obligation de financement régional.

#8. Prendre en compte les enjeux de développement durable dans la structuration et l'évolution des programmes d'enseignements technologiques et professionnels

Dans un contexte de transition progressive des métiers vers la transition écologique, il est aujourd'hui nécessaire de structurer et de faire évoluer les programmes d'enseignements technologiques et professionnels en y intégrant le plus possible les enjeux de développement durable. Il apparaît aujourd'hui que la prise en compte de ces enjeux varie considérablement d'une filière à une autre et d'un territoire à un autre. Au titre de leurs compétences en matière d'apprentissage et de formation, les Conseils régionaux devraient être les moteurs de cette transformation des programmes.

#9. Accompagner les reconversions professionnelles vers les métiers reliés à la transition écologique et sociale

Les plans régionaux de développement des formations et de l'orientation professionnelles ont notamment été pensés pour accélérer la transition écologique et sociale. Or, à l'heure actuelle, ils ne s'adressent pas aux publics en phase de transition et de reconversion professionnelle. Pourtant, nombreux sont les acteurs du monde de l'entreprise à envisager une évolution de carrière vers les métiers à impact environnemental et social. Au sein même de notre réseau, 28% de nos adhérents affirment partager cette ambition. Nous encourageons donc les Régions à aiguiller les financements des plan régionaux de développement des formations et de l'orientation professionnelles vers les dirigeants et collaborateurs qui souhaitent entamer cette démarche de transition/reconversion.



Focus sur... le projet « Un·e JD, un·e Alternant·e »

Le 24 août dernier, le gouvernement français proposait une aide au recrutement d'étudiantes et étudiants en alternance. Autour de cette prime, le CJD a décidé d'impulser en octobre 2020 un recrutement massif d'alternants et d'alternantes au sein de son réseau de chefs et cheffes d'entreprise. Nous visions 1500 contrats ouverts sur tout le territoire. En six semaines, nous en avons ouverts 2044 et signés 1768. Une illustration concrète de l'engagement du CJD auprès des nouvelles générations dans leur formation professionnelle.



RELANCE : OUTILLONS-NOUS POUR SAUVEGARDER NOS TISSUS

ECONOMIQUES

Les Régions ont un rôle central à jouer dans la sauvegarde de notre économie et dans le déploiement de plans de transformation centrés sur l'impact social et écologique des acteurs entrepreneuriaux. Deux impératifs doivent être considérés à ce stade : l'urgence pour les TPE et PME de renforcer leurs fonds propres et la nécessité pour les Régions de relancer l'investissement au service des filières d'avenir. Alors que la crise économique et sociale se superpose aux bouleversements écologiques identifiés depuis de nombreuses années, le tissu économique des territoires doit être profondément adapté en conséquence.

#10. Co-élaborer une charte de la commande publique de transition

Au lendemain d'une crise sanitaire et économique qui a considérablement affaibli les tissus économiques locaux, nous pensons que la commande publique sera déterminante pour redynamiser notre société et la rendre plus durable. Pour concrétiser cet engagement, nous vous proposons de co-élaborer une charte de promotion de la commande publique locale et responsable, qui devra reposer sur une succession d'indicateurs pertinents : recours aux allotissements calibrés et au critère environnemental dans l'attribution du marché, prise en compte de labels RSE, promotion de la diversité et de la formation dans l'entreprise (taux d'apprentis ou de collaborateurs en formation continue dans l'effectif global) ... Une liste non exhaustive à définir ensemble !

Cette charte devra faire l'objet d'un suivi annuel, afin de mieux appréhender la politique d'achat, de développer la connaissance que les acheteurs publics ont du tissu économique, et d'échanger sur les atouts et difficultés des acteurs économiques dans le cadre de la commande publique.

#11. Développer des fonds souverains régionaux responsables

En se dotant d'un fonds souverain régional propre, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a montré la voie d'une relance territorialisée, proche de ses acteurs économiques locaux. Cette initiative nous inspire l'idée de développer de tels fonds souverains dans d'autres Régions, avec une prise en compte sérieuse des enjeux de transition écologique et sociale. Nous suggérons donc le développement de fonds souverains régionaux (basés sur des partenariats entre les Régions, les banques, les assurances et BPIFrance) qui agiraient temporairement en fonds propres, quasi-fonds propres et obligations convertibles... Une part de ces fonds devrait être réservée aux TPE/PME, en fonction du tissu économique régional.

Élément crucial : l'entrée au capital devrait impliquer des contreparties sociales et écologiques : empreinte environnementale directe et indirecte ; intégration d'une mission sociale ou écologique au cœur de l'activité de l'entreprise ; un pourcentage élevé d'achats réalisés auprès de fournisseurs et prestataires de la région ou des départements limitrophes... Une part de ces fonds devrait être réservée exclusivement aux TPE/PME en fonction du tissu économique régional.

#12. Adopter des pactes pour la relocalisation de l'économie

En réponse à la crise qui affectera durablement les chaînes d'approvisionnement de nombreuses entreprises, nous attendons des Régions qu'elles réorganisent ces chaînes de valeur en misant sur le circuit court plutôt que sur la dislocation à l'échelle mondiale. Nous les engageons donc à établir le plus rapidement possible un état des lieux avec les forces vives des territoires, avec pour objectif d'aboutir à un plan électrochoc ambitieux sur le modèle de la région Grand Est, où les entreprises en recherche de fournisseurs et les sous-traitants locaux bénéficient d'un accompagnement et d'un financement leur permettant d'absorber les coûts liés à cette opération de relocalisation.



Focus sur... le Lab Pareto

Piloté notamment par deux JD, Clémentine Parâtre (Val-de-Marne) et Benoit Salin (Lille), le Lab Pareto est une communauté engagée de Directeurs, responsables Achats, fondations de Grands Groupes et d'Entité Publiques ainsi que de dirigeants de PME. La vocation du Lab : sensibiliser grands groupes et acteurs publics à la nécessité de flécher leurs commandes vers les TPE/PME et bâtir des relations durables et vertueuses entre les grandes entreprises, les pouvoirs publics et leurs fournisseurs pour consolider le tissu d'emploi local. Comme le dit Clémentine, « flécher ses achats aux petites entreprises, dans son territoire, c'est sauver la branche sur laquelle nous, citoyens, sommes tous assis. »



LE "MONDE D'APRES" : POUR UNE TRANSFORMATION DURABLE DE NOS ORGANISATIONS

Au CJD, nous parlons depuis longtemps de relocalisation de l'économie et de sa progressive conversion sociale et écologique. Nous en avons la certitude grâce à notre réseau : les entreprises engagées dans une démarche responsable sont celles qui ont été les plus résilientes depuis le début de la crise. Alors, pour absorber les chocs à venir et pour faire que l'économie devienne sociale et solidaire par défaut dans un avenir proche, nous défendons certaines idées que les Régions pourraient nous aider à expérimenter.

#13. Créer une plateforme régionale de dialogue et de concertation autour de la RSE

Une telle plateforme associerait les différents acteurs régionaux ayant un intérêt pour la RSE (représentants des entreprises, des salariés, des associations et ONG, des structures multi-parties prenantes...) et les représentants des pouvoirs publics régionaux (administrations régionaux, parlementaires, collectivités territoriales...), avec pour finalité de proposer un accompagnement vers des modèles économiques plus durables.

#14. Lancer un budget participatif citoyen « Mes solutions pour le monde d'après »

Sur le modèle des budgets participatifs de la région Occitanie, ce budget participatif citoyen aurait pour vocation de faire émerger, de favoriser et de promouvoir des solutions concrètes pour répondre à la plus large variété de besoins d'intérêt général et façonner le monde d'après dans tous les domaines de la vie sociale : environnement, urbanisme, sécurité, éducation, culture, souveraineté, jeunesse...

#15. Créer un revenu de transition écologique et sociale

Le revenu de transition écologique et sociale est un dispositif visant à verser un revenu et un accompagnement aux personnes qui souhaitent développer un projet ou une activité autour de la transition écologique et sociale. Il permet de décloisonner le monde professionnel en donnant le même revenu à une activité marchande et non marchande, à une personne en insertion, en formation, dans l'emploi ou en création d'activité. En France, trois initiatives de ce type ont déjà vu le jour (dans la ville de Grande-Synthe, dans la Haute vallée de l'Aude et dans une zone de revitalisation rurale lot-et-garonnaise). Et si les Régions s'emparaient de cet outil pour lever les freins à la solidarité et à la transition écologique ?



Focus sur... Pierre-Yves Loaëc, JD de Nantes

JD depuis sept ans, Pierre-Yves a eu l'idée de transformer ses mètres carrés de bureaux vacants en accueillant des personnes en grande précarité, la nuit, le weekend, pendant les vacances... Accompagné d'une quinzaine de JD, il a fondé l'association « Les bureaux du cœur », présidée par un autre JD, Louis Chevallier-Chantepie. Ensemble, ils nouent des liens avec des associations d'insertion et élargissent leur réseau d'entrepreneurs prêts à mettre leurs locaux à disposition. Un bel exemple d'économie au service des femmes et des hommes !

**RESTONS
EN CONTACT !**

Raphaël Dorgans
Responsable des relations institutionnelles
+33 06 20 50 02 23
raphael.dorgans@cjd.net



**OSONS ÊTRE
DIRIGEANT·E·S
AUTREMENT**

SUIVEZ-NOUS !

